



A la une

Atos se résout à accepter l'offre de David Layani

Economie & marchés

L'écart de taux s'accroît entre la France et l'Allemagne

La Banque de France revoit ses prévisions de croissance à la baisse

Le marché du travail britannique ralentit

Les marchés américains étreignent sans encombre leur nouvelle tuyaoterie

Les émissions d'obligations catastrophes battent des records

Entreprises

Atos va payer son sauvetage au prix fort

Rubis contient de justesse la fronde activiste

Le chausseur de luxe Golden Goose veut se valoriser 1,7 milliard d'euros à Milan

L'opacité tarifaire domine dans la recharge des véhicules électriques

La pression monte sur les élections d'administrateurs en assemblée générale

La stratégie d'Apple dans l'IA appâte les investisseurs

Les opérations financières en cours le 12 juin sur la place de Paris

Compagnie de Saint-Gobain : avis de 2e convocation aux porteurs de Titres participatifs émis en avril 1984

Industrie financière

Bruxelles s'apprête à reporter les règles de Bâle 3 sur les activités de trading des banques

Macif bascule sa gestion IARD sur Guidewire

AGPM se voit contraint de renouveler sa gouvernance

Mistral AI boucle une levée de fonds de 600 millions d'euros



Le journal du jour | 12 juin 2024

PARTENARIAT

Compagnie de Saint-Gobain : avis de 2e convocation aux porteurs de Titres participatifs émis en avril 1984

Publié le 11 juin 2024 à 22:45



AVIS DE DEUXIEME CONVOCATION Titres participatifs avril 1984 de 1 000 euros

L'Assemblée générale des porteurs de titres participatifs émis par la Compagnie de Saint-Gobain (la « Société ») le 11 avril 1984 et par ses successeurs délégués le mercredi 29 août 2023, suite de premier, les porteurs de titres participatifs liés de réserves constituées en Assemblée générale le jeudi 17 juin 2024 à 13 heures, au siège social de la Société, Tour Saint-Gobain, 11, place de l'Or, 92080 Courcouronnes Cedex, a l'honneur de solliciter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- 1. Rapport du Conseil d'administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2023 ;
2. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2023 et sur les éléments sur lesquels la réévaluation des titres participatifs ;
3. Fixation de la réévaluation annuelle du représentant titulaire de la Mère ;
4. Obligation de pouvoirs pour accepter les formalités requises.

Pour assister ou se faire représenter à cette Assemblée :

- Les porteurs de titres participatifs au nominatif doivent être inscrits en compte chez la Société, au plus tard, au jour de l'Assemblée générale.
- Les propriétaires de titres participatifs au porteur doivent justifier dans les mêmes délais auprès de leurs intermédiaires financiers ou auprès de l'intermédiaire en compte de leurs titres par une attestation de participation délivrée par ces intermédiaires.

Les porteurs de titres participatifs pourront demander un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance à l'adresse - CSD Assemblée - Cour Délinca, Tour A - 92 080 Lagny-sur-Seine Cedex 92080 Courcouronnes (France).

L'attestation de participation et le pouvoir ou le formulaire de vote par correspondance doivent être retournés et réceptionnés par l'Agence à l'adresse indiquée au paragraphe précédent au plus tard le mercredi 26 juin 2024 à 13 heures (heure de Paris).

Conformément aux dispositions des articles R. 227-10-23 et R. 227-10-24 du code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut, outre par la voie postale, également être effectuée par la voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif par : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leur voie auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : Titres@stg.com@stg.com. Ce e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et adresse électronique complètes du porteur de titres participatifs ainsi que son numéro de, le possible, adresse des mandataires délégués ou unique. Puis, la décision dévolue à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à l'Agence - CSD Assemblée - Cour Délinca, Tour A - 92 080 Lagny-sur-Seine Cedex 92080 Courcouronnes (France) ou en email à Paris.stg@stg.com@stg.com.
- pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif administré ou au porteur : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leur voie auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : Titres@stg.com@stg.com. Ce e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et adresse électronique complètes du porteur de titres participatifs ainsi que son numéro de, le possible, adresse des mandataires délégués ou unique. Puis, la décision dévolue à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à l'Agence - CSD Assemblée - Cour Délinca, Tour A - 92 080 Lagny-sur-Seine Cedex 92080 Courcouronnes (France) ou en email à Paris.stg@stg.com@stg.com.

Afin que les désignations ou révocations de mandataires représentés par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations doivent être réceptionnées par l'Agence au plus tard le mercredi 26 juin 2024 à 13 heures (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandataires reçues par voie postale doivent être réceptionnées par l'Agence au plus tard le mercredi 26 juin 2024 à 13 heures (heure de Paris).

Le Conseil d'administration

Restructurations

Atos se résout à accepter l'offre de David Layani

Le groupe tricolore de services numériques, qui ploie sous une dette de 4,8 milliards d'euros, a finalement préféré l'offre portée par Onepoint et son patron à celle défendue par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky. Les créanciers obligataires ont fait pencher la balance en faveur du premier. Mais les défis et incertitudes restent nombreux dans cette nouvelle ère pour Atos.

Publié le 11 juin 2024 à 18:56 | 61g | 11 juin 2024 à 23:07



Cécilaine Couzin



## COMPANIES &amp; MARKETS

# Apple embarks on 'new era' for device sales after joining forces with OpenAI

US tech group uses annual event to outline plans for suite of generative models embedded in its operating systems

MICHAEL ACTON  
CUPERTINO, CALIFORNIA

When it finally arrived, the hottest and most widely telegraphed partnership in Silicon Valley was announced so quickly that the audience at Apple's headquarters in Cupertino barely had time to applaud it.

Anyone expecting OpenAI's Sam Altman, one of the key players in the generative artificial intelligence fever that has swept the tech sector, to appear onstage with Tim Cook at Apple's flagship annual developer event for an eye-catching photo opportunity will have been disappointed.

The focus of Apple's event on Monday was on just that: Apple. And its message was that the partnership with OpenAI was merely the first of many.

Apple's pitch to investors worried it is slipping behind on the technology it is that if the first wave of generative AI has concerned artificial intelligence that understands the broader world, the iPhone maker is uniquely positioned to offer generative AI that understands you. That means Apple's own generative AI models received top billing.

"Apple Intelligence" is the tech giant's catch-all term for a suite of models, built and trained by Apple, that will be embedded in its new operating systems iOS 18, iPadOS 18 and macOS Sequoia.

The company has not built generative models of the complexity and scale offered by rivals. It has opted instead to act as a gateway to other products on the market that can do the things Apple cannot. Its on-device foundational model has 3bn parameters. OpenAI's GPT-4o and Google's Gemini Pro are estimated to have more than a trillion.

"It doesn't surprise me [that Apple focused on its own solutions] because they want to emphasise that they are in control," said Gene Munster at Deepwater Asset Management. There is, he said, a "light year gap" between their model's capabilities and OpenAI's, and "they are not going to play that piece up".

Neither Apple nor OpenAI would say whether the partnership involved one of them paying the other in the same way that Google pays Apple about \$20bn a year to be the default search



Apple is 'starting with the best' and already has an eye on another deal with Google

engine on the iPhone maker's devices. "We know that there are other models out there, and some of them have really fantastic world knowledge," Apple senior vice-president for software Craig Federighi said following the keynote presentation. Apple, he said, is simply "starting with the best" and already has an eye on another deal with Google over Gemini.

But even if Apple is focused on its own solutions, a cultural shift is still under way, Munster said. "Apple's AI, at the core of it, is in someone else's hands," he said. "They've never gone to a third

party to license a core technology." The company's longtime search partnership with Google, he said, concerns a feature on the device, whereas AI "is more of an operating system".

Apple is playing up its traditional differentiator. It says its on-device models bring privacy and security benefits, emphasising that any personal data used to train its own AI models will stay within its ecosystem. These will run as much as possible on the device.

Where they do need to use the cloud, queries will go to servers owned and controlled by Apple. The idea is that

users will not even notice which is being used.

The features this enables, such as custom-generated emojis, smart photo editing that allows users to seamlessly remove unwanted people or objects from photos, writing and drawing assistants, and a smarter Siri capable of more contextual awareness and interacting with both Apple's apps and third-party apps, are incremental.

The idea is that the iPhone and its productivity features will get smarter over time as the hardware gets more powerful and Apple's own models catch up.

Apple's annual developer event in California on Monday, where the group set out its 'Apple Intelligence' ambitions — Carlos Barria/Reuters

In the meantime, ChatGPT will be tasked with handling more complex questions sent to Siri. Those might involve, for example, sending a picture of an ingredient that OpenAI's models can identify and recommend recipes for. It will also be integrated into Apple's writing tools.

Users will not be forced to use the feature and will receive a prompt from Siri before doing so. OpenAI meanwhile promises "built-in" privacy protections every time Siri pings ChatGPT. Requests will not be stored — which would allow a third party to develop a profile of a user — and users' IP addresses will be obscured. Users can choose to connect their ChatGPT account, which will mean that ChatGPT's data policies will then apply.

The move still had Tesla chief executive and X owner Elon Musk fuming. On X, he said that Apple apparently "isn't smart enough to make their own AI" and "has no clue" about what OpenAI would do with the data. He said he would ban Apple devices at his companies if OpenAI were integrated with them, calling it "an unacceptable security violation".

If nothing else, Musk's intervention reflected the intense scrutiny facing AI partnerships in Big Tech, with regulators vowing to intervene to address concentrations of power.

Meanwhile, if users want Apple's new features, they will need to be on Apple's latest and most powerful iPhones — the iPhone 15 Pro and Pro Max — powered by the newest A17 Pro chip. For laptops and tablets, the features will run on devices equipped with the M series of chips, which date back to 2020.

If iPhone users are clinging on to older models for longer, the demand that even smaller generative models place on ageing hardware creates an incentive for them to upgrade.

Francisco Jeronimo, data and analytics vice-president at the IDC research group, said the event marked "the beginning of a new era for Apple and for their users", with Apple positioning itself to benefit from a future "supercycle" of device sales as it transitions to new "intelligent devices".

## Legal Notices



## COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

A French *société anonyme* with a share capital of €2,041,780,240  
Registered Office at Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie (France)  
542 039 532 R.C.S. Nanterre

## NOTICE OF SECOND MEETING

Participating stocks April 1984 of €1,000 each

As the General meeting of the holders of participating stocks (*titres participatifs*) issued by Compagnie de Saint-Gobain (the "Company") in April 1984 could not deliberate on Wednesday, May 29, 2024 in the absence of the required quorum, the holders of participating stocks are reconvened to the General meeting on Thursday, June 27, 2024 at 12 p.m. (Paris time) at the registered head office of the Company, Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie Cedex (France), for the purpose of considering the following agenda:

## Agenda

- Board of Directors report on the Company's operations for fiscal year 2023;
- Auditors' report on the financial statements for fiscal year 2023 and elements for determining the remuneration of the participating stocks;
- Determination of the annual remuneration the holders' representative;
- Powers to carry out formalities.

To attend or to be represented at this Meeting:

- The holders of registered participating stocks must be registered in the account kept by the Company no later than the date of the General Meeting.

- The holders of bearer participating stocks must prove within the same deadlines to the financial intermediary responsible for managing their securities accounts, that their participating stocks are registered by means of a certificate (*attestation de participation*) issued by said intermediary.

The holders of participating stocks may request a proxy or postal voting form from Uptevia - CTO Assemblées - Cœur Défense Tour A - 90-102 Esplanade du Général de Gaulle 92400 Courbevoie (France).

The shareholding certificate (*attestation de participation*) and proxy or postal voting form must be returned and received by Uptevia at the address indicated in the previous paragraph no later than Wednesday, June 26, 2024 at 3:00 p.m. (Paris time).

In accordance with Articles R. 22-10-24 and R. 225-79 of the French Commercial Code, notification of designation and revocation of a proxy, may also be done by e-mail (in addition to by mail), as follows:

- For the holders of registered participating stocks: by sending an e-mail with an electronic signature obtained by them from an authorized third party certifier to the following e-mail address: Paris.cts.france.mandats@uptevia.com. This e-mail must contain the following information: name of the Company, date of the Meeting, last name, first name, address and identifier of the holders of participating stocks (available from Uptevia in charge of managing the participating stocks service) as well as the last name and first name and, if possible, the address of the appointed or revoked proxy;

- For the holders of registered participating stocks held through an intermediary and for the holders of bearer participating stocks: by sending an e-mail with an electronic signature obtained by them from an authorized third party certifier to the following e-mail address: Paris.cts.france.mandats@uptevia.com. This e-mail must contain the following information: name of the Company, date of the Meeting, last name, first name, address and full bank account details of the holders of participating stocks, as well as last name, first name and, if possible, address of the designated or revoked proxy. Then, they will have to ask their financial intermediary managing their securities account to send a written confirmation to Uptevia - CTO Assemblées - Cœur Défense Tour A - 90-102 Esplanade du Général de Gaulle 92400 Courbevoie (France) or an e-mail to: Paris.cts.france.mandats@uptevia.com.

For the due process of electronic designations or revocations of proxies, confirmation will have to be received by Uptevia at the latest on Wednesday, June 26, 2024 at 3:00 p.m. (Paris time). Designations or revocations of proxies processed by paper will have to be received by Uptevia at the latest on Wednesday, June 26, 2024 at 3:00 p.m. (Paris time).

The Board of Directors

THE HIGH COURT  
No. H. COS 2024-0000125  
(2024 No 19 COM)

IN THE MATTER OF THE INSTITUTE OF CERTIFIED PUBLIC ACCOUNTANTS IN IRELAND  
AND IN THE MATTER OF SECTION 450 OF THE COMPANIES ACT 2014  
AND IN THE MATTER OF A PROPOSAL FOR A SCHEME OF ARRANGEMENT  
PURSUANT TO PART 9, CHAPTER 1 OF THE COMPANIES ACT 2014  
NOTICE

NOTICE IS HEREBY GIVEN pursuant to section 453(2)(b) of the Irish Companies Act 2014 (the "2014 Act") that the following resolution approving a proposed scheme of arrangement (the "Scheme") between the Institute of Certified Public Accountants ("CPA Ireland") and its Members (as defined in the scheme document circulated by CPA Ireland to its members on or about 24 April 2024) was passed at a meeting of the members of CPA Ireland held on 17 May 2024 (which meeting was ordered by the High Court of Ireland (the "Court") on 22 April 2024 following an application by CPA Ireland pursuant to section 450(3) of the 2014 Act):

"That the Scheme in its original form or with or subject to any modification(s), addition(s) or condition(s) approved or imposed by the High Court be agreed to."

The purpose of the Scheme is to facilitate the amalgamation of CPA Ireland and The Institute of Chartered Accountants in Ireland ("Chartered Accountants Ireland"), such that CPA Ireland will become a wholly owned subsidiary of Chartered Accountants Ireland (with Chartered Accountants Ireland becoming the sole member of CPA Ireland). The Scheme will also provide for each Member to become a member of Chartered Accountants Ireland and to cease to be a member of CPA Ireland.

The Company will make an application to the Court pursuant to section 453(2)(c) of the 2014 Act for an order sanctioning the Scheme.

NOTICE IS HEREBY GIVEN that pursuant to an order made by the Court on 10 June 2024, CPA Ireland will apply to the Court on 11 July 2024 under section 453(2)(c) of the 2014 Act for an order sanctioning the Scheme.

The Court has directed that the application for the sanction of the Scheme and any related orders be heard in the Commercial List of the Court sitting in the Four Courts, Inns Quay, Dublin 7, Ireland at 11:00 a.m. (Irish time) on 11 July 2024 (the "Hearing"). The Hearing will take place in a hybrid fashion and virtual meeting details are available from the solicitors for CPA Ireland at the email address below on request.

Any member or creditor of CPA Ireland that wishes to obtain a copy of CPA Ireland's filings relating to the Hearing should contact the solicitors for CPA Ireland at the email address below.

Any party with an interest in the Scheme may appear at the Hearing personally or be represented by a solicitor or by counsel. Any such party intending to so appear should give notice in writing to the solicitors for CPA Ireland no later than 5:30 p.m. (Irish time) on 3 July 2024, and any affidavit in support of any such appearance should be filed with the Central Office of the High Court of Ireland, and served on the solicitors for CPA Ireland, by no later than 5:30 p.m. (Irish time) on 3 July 2024.

The Scheme proceedings are also listed in the Call Over Listing of the Commercial List on 5 July 2024 at 10.45 a.m. (Irish time).

12 June 2024

ARTHUR COX

Solicitors for CPA Ireland  
Ten Earlsfort Terrace  
Dublin 2  
D02 T380  
Ireland  
Ref:Conall.OShaughnessy@arthurox.com

## Financial



10 Jun 2024  
CB6A71D29C87180EDF8E0C9B48B373  
SCFD94709DA95501F1530BF41C7B01E

09 Jun 2024  
B858D636E98586E822C5A485FC512A9  
AD7F5C3A845B38B0411E95A05E801456

Imagine your  
advert here

Business for Sale, Business Opportunities,  
Business Services, Business Wanted,  
Legal Notices, Company Notices,  
Public Notices, Shareholder Messages,  
Property For Sale, Tender Notices

Classified Business Advertising  
Tel: +44 20 7873 4000  
Email: advertising@ft.com

## Technology

## Fundraising values French challenger Mistral at €5.8bn

TIM BRADSHAW — LONDON  
LEILA ABBOUD — PARIS

Mistral AI, the Paris-based start-up, has raised €600mn in new funding at a valuation of almost €6bn, just a year after the Microsoft- and Nvidia-backed company was launched as an unlikely challenger to OpenAI.

The investment, which has tripled the company's price tag since December, is led by General Catalyst, alongside several of Mistral's existing investors including Lightspeed, Andreessen Horowitz, Bpifrance and BNP Paribas. Backers include Nvidia, Salesforce, Samsung and IBM.

Arthur Mensch, chief executive, said: "We were told when we started . . . that this is a market that is never going to be disrupted. We showed that this wasn't the case and we effectively disrupted the OpenAI business model."

Microsoft, which invested €15mn in February as part of a partnership to offer Mistral's products through its Azure cloud computing platform, did not participate in the new round.

The latest deal is the biggest yet for a start-up building large general-purpose AI models that is based outside Silicon Valley, as Mistral aims to grow from a European champion to a global contender with more than €1bn in fire-power raised.

Investors are pouring big sums into AI start-ups that are building large language models, which are systems capable of producing high-quality text and

imagery in seconds. Big Tech companies including Microsoft, Google, Meta and Amazon, meanwhile, are ploughing tens of billions of dollars into computing infrastructure to build their own competing systems.

Mistral's latest funding is made up of €468mn in equity and €132mn in debt and values the company, which was founded in mid-2023, at €5.8bn including the new capital raised, according to people close to the company. Co-founders Timothée Lacroix, Guillaume Lample and Mensch — a trio of French researchers who previously worked at Google's DeepMind and Meta — remain majority shareholders.

Mistral's latest round comes two weeks after Elon Musk raised \$6bn for his start-up xAI, as rivals take aim at ChatGPT developer OpenAI's head start, which is fuelled by \$13bn in backing from Microsoft.

Mensch said Mistral had used a "little more than 1,000" of the high-powered graphics processing units chips needed to train AI systems and spent "just a couple of dozen millions" of euros to build products that can rival those built using much bigger budgets by some of the richest companies, including OpenAI, Google and Meta.

"We seem to be doing very different calculations" of the costs needed to build large AI models than the likes of OpenAI chief Sam Altman, said Mensch.

Jeannette zu Fürstenberg, who leads General Catalyst's European business, said: "The capital efficiency of the company is really outstanding." Mistral had spent "the smallest possible fraction" of what its rivals had to build competitive AI models. "It really is very, very impressive how nimbly this team has operated."

Mensch said Mistral had opted to raise more capital now after receiving inbound interest from investors to scale up its commercialisation efforts as well as to buy more computing resources.

"It remains a capital-intensive market," he said. "The more [computing] capacity we have, the more people we can get into our team . . . to break the barriers of artificial intelligence."



Guillaume Lample, Arthur Mensch and Timothée Lacroix of Mistral AI

## Avis de sociétés



## COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN

Société anonyme au capital de 2 041 780 240 €  
Siège social : Tour Saint-Gobain  
12, place de l'Iris  
92400 COURBEVOIE  
542 039 532 R.C.S. Nanterre

## AVIS DE DEUXIÈME CONVOCATION

Titres participatifs avril 1984 de 1 000 euros

L'Assemblée générale des porteurs de titres participatifs émis par la Compagnie de Saint-Gobain (la « Société ») en avril 1984 n'ayant pu valablement délibérer le mercredi 29 mai 2024, faute de quorum, les porteurs de titres participatifs sont de nouveau convoqués en Assemblée générale le jeudi 27 juin 2024 à 12 heures, au siège social de la Société, Tour Saint-Gobain, 12, place de l'Iris, 92400 Courbevoie Cedex, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

## Ordre du jour

- 1- Rapport du Conseil d'administration sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2023 ;
- 2- Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice 2023 et sur les éléments servant à la rémunération des titres participatifs ;
- 3- Fixation de la rémunération annuelle du représentant titulaire de la Masse ;
- 4- Délégation de pouvoirs pour accomplir les formalités requises.

Pour assister ou se faire représenter à cette Assemblée :

- Les porteurs de titres participatifs au nominatif devront être inscrits en compte chez la Société, au plus tard, au jour de l'Assemblée générale.
- Les propriétaires de titres participatifs au porteur devront justifier dans les mêmes délais auprès de leurs intermédiaires financiers teneurs de compte, de l'inscription en compte de leurs titres par une attestation de participation délivrée par ces intermédiaires.

Les porteurs de titres participatifs pourront demander un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance à Uptevia – CTO Assemblées – Cœur Défense Tour A – 90-102 Esplanade du Général de Gaulle 92400 Courbevoie (France).

L'attestation de participation et le pouvoir ou le formulaire de vote par correspondance devront être retournés et réceptionnés par Uptevia à l'adresse indiquée au paragraphe précédent au plus tard le mercredi 26 juin 2024 à 15 heures (heure de Paris).

Conformément aux dispositions des articles R. 22-10-24 et R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut, outre par la voie postale, également être effectuée par la voie électronique, selon les modalités suivantes :

- pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif pur : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [Paris.cts.france.mandats@uptevia.com](mailto:Paris.cts.france.mandats@uptevia.com). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et identifiant des porteurs de titres participatifs (disponible auprès de Uptevia chargé de la gestion du service des titres participatifs) ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué ;
- pour les porteurs de titres participatifs détenus au nominatif administré ou au porteur : en envoyant un courrier électronique revêtu d'une signature électronique obtenue par leurs soins auprès d'un tiers certificateur habilité à l'adresse électronique suivante : [Paris.cts.france.mandats@uptevia.com](mailto:Paris.cts.france.mandats@uptevia.com). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et références bancaires complètes des porteurs de titres participatifs ainsi que nom et prénom et, si possible, adresse du mandataire désigné ou révoqué. Puis, ils devront demander à leur intermédiaire financier habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à Uptevia – CTO Assemblées – Cœur Défense Tour A – 90-102 Esplanade du Général de Gaulle 92400 Courbevoie (France) ou un e-mail à [Paris.cts.france.mandats@uptevia.com](mailto:Paris.cts.france.mandats@uptevia.com).

Afin que les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées par Uptevia au plus tard le mercredi 26 juin 2024 à 15 heures (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie postale devront être réceptionnées par Uptevia au plus tard le mercredi 26 juin 2024 à 15 heures (heure de Paris).

Le Conseil d'administration.

2327616.1

# Wie es mit den 90.000 ING-Kunden weitergehen soll

Die Bank beabsichtigt, mehr als die Hälfte ihrer Privatkunden loszuwerden, aufgrund von „Inaktivität“ oder „hohen Kosten“

Von Kabir Agarwal

Nachdem die mangelnde Kommunikation der ING Bank zu viel Verunsicherung geführt hat, spricht die Bank nun Klartext. In ihrer ersten Mitteilung seit dem 29. Mai, als sie die Schließung des Privatkundengeschäfts in Luxemburg ankündigte, erklärt ING Luxemburg, dass sie die Konten von mehr als der Hälfte ihrer 90.000 Privatkunden schließen wird.

„Im Laufe der Zeit erwarten wir, dass sich unser derzeitiger Privatkundenstamm in Luxemburg um mehr als die Hälfte reduzieren wird, da wir unsere Bankaktivitäten in Luxemburg auf Kunden mit langfristigen Investitionsbedürfnissen fokussieren, um ein etablierter Akteur im Personal und Private Banking zu werden“, sagte ein ING-Sprecher in einer E-Mail gegenüber der Luxembourg Times gestern.

● *Es ist noch zu früh, um darüber zu spekulieren, welche Veränderungen sich für unsere Mitarbeiter ergeben werden.*

ING Luxemburg

Ferner teilte die Bank mit, dass die Kontoauflösungen der letzten Monate Teil einer „normalen Überprüfung unserer Kundenbasis“ seien. „Wir haben inaktive Kunden und solche, für die unsere Kosten zu hoch geworden sind, über unsere Absicht informiert, die Betreuung dieser Kunden schrittweise einzustellen“, sagte der Sprecher, ohne näher zu erläutern, was sie mit hohen Kosten oder inaktiven Kunden meinte.

Sobald dieser Prozess abgeschlossen ist, wird die Bank die Konten von einem Drittel ihrer Privatkunden, also etwa 30.000, schließen.

## Zweite Schließungswelle sehr wahrscheinlich

Die Bank teilte auch mit, dass dies möglicherweise nicht die einzige Runde von Kon-

toaflösungen sein wird, da in Zukunft noch mehr solcher Auflösungen folgen werden. „Sobald die endgültige Abstimmung mit der Aufsichtsbehörde erfolgt ist, könnten noch mehr Kunden von der Umsetzung unserer künftigen Strategie betroffen sein“, so die Bank.

Die Times hat eine Liste von Fragen an die Finanzaufsichtsbehörde CSSF geschickt. ING antwortete nicht auf die Frage, ob sie die CSSF im Voraus über ihre Entscheidung, Bankkonten zu schließen und sich aus dem Privatkundengeschäft in Luxemburg zurückzuziehen, informiert hatte.

Doch wurde bereits einzelnen Kunden mitgeteilt, dass es im September oder Oktober eine zweite Runde von Kontenschließungen geben wird. ING reagierte nicht speziell auf Fragen zu diesem Thema, sagte aber, dass sie „die Ankündigung von Kundenabmeldungen später in diesem Jahr wieder aufnehmen könnten“.

## Abbau von Arbeitsplätzen

Die Bank entschuldigt sich bei den Kunden für die Unannehmlichkeiten, die die frühere Mitteilung verursacht haben könnte, und versichert, dass die betroffenen Konten, Karten und andere Dienstleistungen bis zum 30. September 2024 aktiv und zugänglich bleiben werden. Die Konten werden erst dann geschlossen, wenn das Guthaben auf ein neues Bankkonto übertragen wurde.

Auf die Frage nach dem Abbau von Arbeitsplätzen antwortete die Bank, dass es bei ING Luxemburg wahrscheinlich zu Entlassungen kommen wird, aber sie ist sich nicht sicher, wann und wie viele. „Unsere Organisation wird sich weiterentwickeln, was wahrscheinlich bedeutet, dass sie [die Belegschaft] kleiner wird, aber es ist noch zu früh, um darüber zu spekulieren, welche Veränderungen sich für unsere Mitarbeiter ergeben werden und wie der konkrete Zeitplan aussieht“, so ING.

Die Bank antwortete nicht speziell auf unsere Fragen zur Zukunft von Kunden, die Mietgarantien bei ING haben, und zur Zukunft ihrer Filialen in Luxemburg.

Dieser Artikel erschien zuerst bei luxtimes.lu. Bearbeitung/Übersetzung: Melanie Ptok.



Die ING Luxemburg erklärt, dass es wahrscheinlich zu Entlassungen kommen wird, aber ist sich nicht sicher, wann und wie viele.  
Foto: Laurent Sturm

Aus unserer Kollektion



Wortshop.lu

M\_2040\_WS10\_CC